Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: (1)

Artikel: Présidence du PSS : une femme politique en mouvement
Autor: Savary, Géraldine
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026226

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pour une Poste de réelle proximité

L'avenir de la Poste nécessite des réformes.

Que La Poste veuille diminuer le nombre de ses bureaux n'est en soi pas surprenant: on a assisté dans une certaine indifférence à la mort de nombreuses épiceries de quartier et de villages, au moins aussi importantes à la vie sociale que les bureaux de poste. On constate dans le même temps une prolifération de centres commerciaux, de services et de loisirs dans les banlieues: tout simplement parce que la somme dépensée par client y est plus élevée que dans les centres des villes. Il faut se demander, dans ces conditions, si le véritable service public ne consisterait pas à ouvrir des bureaux de poste dans les Migros et les Coop.

Cette évolution est regrettable et il n'y a jamais eu consensus ne serait-ce que pour la maîtriser. On ne peut, dans ces conditions, imposer à La Poste un maillage du territoire qu'elle serait la seule à assurer.

Le scénario d'une fermeture massive de bureaux de postes est d'ailleurs prévisible depuis plusieurs années. La Suisse est parmi les pays les plus "branchés" du monde, que ce soit en connexions Internet, en télécopieurs ou en téléphones portables. Qui s'étonnera qu'un internaute fasse ses paiements sur son ordinateur et qu'un « natelisé » n'utilise plus les publiphones? Si Héloïse et Abélard vivaient aujourd'hui, ils s'aimeraient par E-mail.

Il faut bien sûr défendre celles et ceux, encore nombreux, qui ont besoin d'un guichet, si possible près de chez eux. Mais cet argument ne suffit pas à réclamer le maintien de tous les bureaux de poste: il suffit de vendre des timbres dans les kiosques pour que, avec la possession d'un compte jaune dont l'utilisation est plus simple que le carnet des paiements, les 90 % des besoins postaux traditionnels de la population soient couverts.

Le maintien d'une présence forte de La Poste, des commerces et des services près des lieux d'habitation des gens est à la fois un problème d'adaptation et d'aménagement du territoire. D'adaptation au fait qu'une grande partie des habitants de ces zones les quittent pendant la journée et qu'une partie de ces services sont fermés quand les gens sont présents, le soir et le samedi: ne faudrait-il pas aménager leurs horaires d'ouverture et y développer de nouveaux services, notamment télématiques, à l'intention de celles et ceux qui ne sont pas branchés à domicile?

Quant à l'aménagement du territoire, seul un pouvoir plus centralisé et une planification contraignante pourrait mettre de l'ordre dans l'actuelle anarchie des banlieues, dommageable aussi bien pour la vie sociale des villes que pour celle des communes concernées. *pi*

PRÉSIDENCE DU PSS

Une femme politique en mouvement

De l'échec, elle est sortie grandie. Elle a fait peur, aux bourgeois, puis elle a suscité l'engouement, de la population. En 1993, Christiane Brunner a su incarner le symbole du renouveau social. Un renouveau qui dépassait les clivages politiques, un renouveau féminin, syndical, presque libertaire.

Depuis, l'étoile n'a pas pâli. Christiane Brunner reste cette personnalité incontournable de la vie politique, depuis sept ans à la tête des sondages de popularité, appelée à la rescousse quand il s'agit de sauver un parti à la dérive. De quel bois est-elle faite pour rester ainsi cette icône au fond moins politique que simplement populaire?

Son discours n'est pourtant pas nouveau (serait-ce le secret?). Elle place à la tête de ses préoccupations les valeurs traditionnelles de la gauche: résistance au néo-libéralisme, à la dilapidation des biens publics, défense des femmes, défense des droits et des acquis des travailleurs. Christiane Brunner n'est pas non plus une oratrice clinquante, démentant, sans doute avec un certain plaisir, la légendaire onctuosité oratoire des politiciens genevois. Au contraire, elle a le verbe simple, court et précis.

Si elle n'a inventé ni le fond, ni la forme, c'est donc qu'elle a investi l'action politique. Et c'est ce qu'elle aime: négocier des projets de loi, étudier des dossiers et faire des propositions réalisables ou aboutir à la signature de conventions collectives; bref animer le concret.

A la tête de l'Union syndicale suisse, elle n'a cessé d'imposer le rythme des réformes, bravant ainsi les immobilismes internes. Réunification de deux syndicats autrefois ennemis, le SIB et la FTMH, création d'Unia, le syndicat du tertiaire, construction de la maison syndicale. On retrouve, dans le bilan politique de Christiane Brunner, le même souci de donner corps au discours. C'est essentiellement grâce à elle qu'a pu se dessiner un compromis autour de l'assurance maternité, refusée ensuite en votations populaires; c'est par son obstination que fut empaquetée la deuxième mouture de la loi sur le travail. Âpre dans la négociation, mais pressée d'obtenir un résultat, elle balaie les résolutions déclamatoires, explore et défriche toutes les pistes, évalue les possibles; et conclut.

Sa capacité à privilégier la recherche de solutions aux déclarations de principe pourrait-elle la desservir au cas, probable, où elle accéderait à la présidence du PSS? Selon la *Wochenzeitung*, elle serait à droite de la gauche en Suisse romande parce qu'elle a négocié la flexibilité, et à droite aussi en Suisse allemande parce qu'elle se refuse à brasser les grandes idées modernistes.

Peu importe au fond. Christiane Brunner aime la politique quand elle s'enracine dans la réalité, quand il y a des conflits à régler, des difficultés à surmonter. Et elle le fait toujours au nom des valeurs de la gauche. C'est sans doute parce qu'elle est complètement dans le réel qu'elle incarne cette sorte d'icône, inaltérée et chaleureuse; si proche des gens, si loin de la mêlée. *gs*